



Moselle

Metz, le 30 avril 2020

Monsieur le Directeur,

Nos organisations syndicales interviennent depuis près de deux mois dans les conférences téléphonées et réaffirment : il faut au maximum rester chez soi, il faut préserver la santé de la population et, au cas particulier, des agents de la DDFiP dans cette région du Grand Est particulièrement frappée par le virus et ses conséquences.

Depuis de la crise, nous alertons la direction sur les risques psychosociaux de l'ensemble des collègues, qu'ils travaillent en présentiel, en télétravail non organisé ou en confinement non choisi...

Nous n'acceptons pas que l'ensemble de nos collègues en position de confinement n'aient pas tous été contactés par leurs chefs de service. Nous trouvons déplacé que le premier contact avec les collectifs de travail soit parfois de demander aux confinés de poser des jours de congés obligatoires....

Si l'avertissement que nous vous lançons aujourd'hui vaut pour l'ensemble des services (et nous pensons en particulier à ceux qui sont fortement mobilisés depuis le début) il prend une toute autre dimension depuis ce lundi 20 avril avec l'ouverture de la « campagne IR ».

Nous continuons à considérer que cette opération aurait dû être reportée au-delà des dates que le gouvernement a imposées. Il s'agit manifestement là d'une opération de fierté et de propagande politique auprès des populations, alors que d'autres solutions sont toujours possibles à l'instar de celles qui ont été trouvées pour les usagers professionnels.

Nous continuons à condamner les manques criants en matière de matériels de santé et de sécurité mis à disposition de la population en général et des agents des services publics, en particulier. Et nous condamnons tout autant l'incurie sur les moyens matériels de travail mis à disposition des agents pour leur éviter d'être présents sur les sites.

Vous devez admettre que cette campagne IR doit se faire dans des conditions dégradées et que les agents doivent au maximum rester chez eux. **Ce qui implique que nous fassions « ce que l'on peut » plutôt que « ce que l'on pourrait faire ».** Et nous insistons tout particulièrement sur les dérives qui consisteraient à se servir de la présence massive d'agents pour aller au-delà des missions prioritaires.

Pour la période post confinement, nous vous demandons avant toute organisation des services en mode post confinement qu'un Comité Hygiène et Sécurité et des Condition de Travail, ainsi qu'un Comité Technique local soient convoqués.

Nous voulons notamment que la direction équipe les collègues de masques et exigeons de connaître le plan de respect de distanciation sociale de chaque poste de notre département.

Toute ouverture au public ne pourra se faire sans un degré maximal de protection des usagers et des collègues.

COMME DEPUIS LE DEBUT DE LA CRISE NOTRE PRIORITÉ RESTE LA SECURITE ET LA PROTECTION DE AGENTS.